

# Nukleel ?

JUIN JUILLET 81  
N° 13

journal breton d'information nucléaire

**3 F.**

**PLOGOFF A GAGNÉ**



# LE SUCCÈS DE PLOGOFF :

## S O M M A I R E

=====

Le succès de PLOGOFF  
par le CLIN de PLOZEVET

P.2-4

Beaucoup de projets au GFA  
P.4-6

Entretien avec A.P. CONDETE  
P.7-9

Entretien avec A. CARVAL  
P.10-15

PENNAD KOAZ GAND  
Eugène PERROT  
P.16-17

Une lettre du candidat  
MITTERRAND  
P.18-19

Paul QUILES à RADIO-PLOGOFF  
P.20-23

Une interview de Jean MOALIC  
P.24-25

CROZON : un nouveau front  
à ouvrir  
P. 26-28

Un lecteur écrit  
P.29

Radio-PLOGOFF  
P.30-31

Voilà des années que les antinucléaires bretons menaient des campagnes d'information, luttait (ERDEVEN, PLOUMOGUER, LE PELLERIN, PLOGOFF) sans apercevoir le bout du tunnel. Avec espoir, bien sûr, car nos analyses sur le nucléaire et nos propositions étaient irréfutables, mais aussi avec beaucoup d'inquiétude, tant l'obscurantisme, la démagogie, la puissance d'intoxication qui nous étaient opposés nous paraissaient un obstacle infranchissable; le rouleau compresseur E.D.F. - pouvoirs publics semblait devoir balayer toute contestation; les immenses intérêts financiers en jeu, réduisaient à bien peu de chose notre argumentation.

Patiemment, inlassablement, le mouvement antinucléaire breton a sensibilisé, convaincu; il s'est organisé, doté de moyens d'expression; il s'est amplifié.

Grâce à la lutte exemplaire des habitants de PLOGOFF et du Cap, ce mouvement est devenu crédible.

En effet : - devant la violence des forces de l'ordre et l'occupation armée du CAP SIZUN, nos slogans: " Société nucléaire, société policière ", sont devenus aux yeux de beaucoup, une réalité tangible. D'où des prises de conscience et une audience accrue.

- Après la publication du Décret d'Utilité Publique (malgré l'opposition de la population bretonne), le caractère " bidon " de cette enquête que nous dénonçons, est apparu au grand jour. La collusion du pouvoir d'Etat lié au pouvoir d'argent, avec les forces policières et la justice, est devenue une évidence pour bien des gens.

# UN ÉLÉMENT MOBILISATEUR POUR LES COMBATS A VENIR

## Le recul des partis pronucléaires

Toute cette lutte, toutes ces prises de conscience, constituent un des éléments qui ont fait reculer en BRETAGNE les partis ouvertement pronucléaires. Ce net recul a été une de nos satisfactions, et après la proclamation des résultats du 10 Mai, une de nos plus grandes joies, une source d'espoir. Espoir de voir enfin un certain défaitisme, une certaine résignation, disparaître. Espoir de pouvoir, maintenant, rendre concrètes des propositions mises en avant depuis si longtemps. Aussi il nous faut dès maintenant, préparer activement l'avenir. A ce sujet les rassemblements et fêtes du mois de Juin seront très importants, à plusieurs titres.

Tout d'abord, à cette occasion, l'accent sera mis, une fois de plus sur la solidarité dans les luttes populaires dont peuvent témoigner les habitants du IARZAC, du PELLERIN, de CROZON et de PLOGOFF.

Elles marqueront de plus notre volonté de continuer la lutte partout où le danger n'est pas écarté. Les menaces qui pèsent toujours sur la Presqu'île de CROZON ne sont pas, en effet, sans nous inquiéter.

Ensuite ce sera le moment de montrer que la population du CAP SIZUN est plus que jamais déterminée à poursuivre l'oeuvre entamée avec le G.F.A. pour faire revivre la région, prendre en mains son avenir, y compris son avenir énergétique.

Cette époque privilégiée de la campagne des législatives doit nous permettre de montrer, par rapport à tous les grands partis l'originalité de notre mouvement et sa détermination à ne pas se " faire avoir " quoiqu'il arrive. (Les exemples de " revirements " sont malheureusement trop nombreux autour de nous ).

## Continuer la lutte

Le succès de la lutte à PLOGOFF, et autour de PLOGOFF, loin d'apparaître comme un point final, doit être un élément mobilisateur pour les combats à venir. Le nouveau pouvoir en place nous permettra peut-être un dialogue constructif, mais il est loin d'être anti-nucléaire; il nous faudra donc continuer notre action dans ce domaine. Il nous faut consolider et assoir cette victoire dans le mois qui VIENT poursuivre, dans Le CAP, la construction et l'extension du G.F.A. et, par notre volonté commune, y établir peu à peu de nouveaux rapports sociaux. Un espoir raisonnable est né.

CLIN PLOZEVET.

# BEAUCOUP DE PROJETS AU G.F.A.

Avec Odette Le Gall

*MIKLEEL - Au lendemain du 10 Mai, quels sont les projets en G.F.A. ?*

Odette Le GALL - Le G.F.A. poursuivra la réalisation des projets annoncés lors de la dernière assemblée générale.

- Le séchoir solaire va être construit (pour les plantes médicinales).
- L'élevage apicole est en cours,
- Le défrichage des terres incultes,

et nous attendons l'arrivée des moutons en provenance du LARZAC.

## L'A.P.A.A.C. épaulé le G.F.A.

Avec l'A.P.A.A.C. (Association pour la promotion de l'Agriculture et de l'Artisanat dans le CAP-SIZUN) nous envisageons la création d'une filature qui donnerait des emplois, la culture des plantes tinctoriales (la teinture de la laine aurait lieu sur place), le développement d'un artisanat pour le tissage et la création d'une nouvelle bergerie. Tout ceci est à l'horizon 1982.

Nous pensons aussi au développement des énergies douces et à une maison d'habitation complètement autonome pour le berger. L'eau est déjà sur le site grâce à une éolienne de pompage. Le projet comporte un studio pour le stagiaire et une salle d'accueil pour les réunions.

Nous sommes intéressés par les progrès réalisés en matière d'éolienne, de chauffage solaire etc...

*Q- Jusque maintenant, le G.F.A. c'était la bergerie de Feunteun-Aod ...*

R- Le berger allait réaliser cette année un bénéfice. Mais avec la mort de plus de 40 bêtes par suite de la pol-

lution de la citerne, tout son bénéfice a été mangé. Pour moi cette pollution est criminelle. On peut estimer la perte à 3 millions A.F. environ.

Rappelez-vous qu'à son arrivée sur le terrain, il n'y avait que ronces et pierres. Il n'avait pas d'équipement pour défricher. Ça a été le travail du G.F.A. de mettre en route tout ce travail. Au début il a dû acheter de l'aliment pour ses bêtes. Aujourd'hui il a plusieurs hectares d'orge.

## Vers une nouvelle bergerie ?

*Q- Vous avez évoqué une nouvelle bergerie ?*

R- Nous avons vu que l'E.D.F. nous trompait. Ils ont contacté les propriétaires de terrains proches du petit port qui se trouve sous la chapelle de Bon Voyage. Là aussi il y a beaucoup de terres incultes. 30 hectares pourraient être remis en culture. Reste encore toute la vallée qui part de la Baie des Trépassés jusqu'au Loch. Ce sont de belles terres mais en pente. Il faudrait des petits engins, des motoculteurs.

*Q- Vous feriez sur chacun de ces sites, ce qui a été fait à Feunteun-Aod ?*

R- Exactement. Maintenant les gens commencent à y croire. Les jeunes voient qu'Alain Pierre et Philippe ont bien démarré. Je sais qu'il y a des jeunes veuves qui m'ont demandé : " Si l'atelier de tissage démarrait, est ce qu'on aurait un emploi ? " Elles sont bien sûr prioritaires.

Q- Le G.F.A. a d'autres soucis que la bergerie...

R- Maintenant il y a l'A.P.A.A.C., il y a la culture des plantes médicinales. Avec les récents ennuis, nous avons envisagé une fête avec les C.L.I.N. Mais cela ne risque-t-il pas de faire parler d'"assistance" ? Ce que nous souhaitons c'est que la bergerie trouve son rythme de croisière et que le berger puisse vivre de façon complètement autonome de son exploitation.

C'est l'A.P.A.A.C. qui s'occupe de vendre les bêtes. Au passage elle prélève un pourcentage qui permettrait en cas de nouvel accident de verser une compensation au berger. Comme la bergerie n'était pas légale jusqu'à présent, le berger ne pouvait prétendre à aucune aide, aucune assurance.

Q- Nous sommes au lendemain de l'élection de MITTERRAND. Comment se fait-il, bien que son score soit très haut, qu'il y ait encore 30 % de votants qui aient choisi GISCARD à PLOGOFF ?

R- Ils sont butés. C'est plus leur parti que le nucléaire qui a compté. Ici c'est le R.P.R. et tout ce que dit GUERMEUR pour eux est " parole d'apôtre ". Pour eux, une centrale nucléaire ce n'est pas plus dangereux qu'une filature. Je crois qu'ils ont voté par tradition. Parmi eux il y a aussi des anti-nucléaires, mais des gens incapables de voter à gauche.

Q- Si vous regardez en arrière, quels sont les souvenirs qui restent ?

R- Le début a été très dur. Surtout à l'époque où le comité de défense ne regroupait que quelques personnes après la première alerte. Les gens n'y croyaient pas. Ils disaient : " Vous savez bien qu'on est au bout du monde. La centrale ne viendra jamais là. C'est seulement une menace ". Je me souviens d'une réflexion de l'une d'entre nous. Elle pleurait : " Ce n'est pas possible. Ça va arriver puisque les gens n'y croient pas ". On se démoralisait : " Ces gens là ils sont indifférents... ils sont pour... on les a tournés ". Mais en 1978, on a compris qu'il n'en était rien. Quand on a vu tout le monde arriver.

Q- Quel est le meilleur souvenir que vous ayez de toute cette période ?

R- Il y en a tellement, vous savez. L'occupation des locaux à CLAMART et celle de l'antenne F.D.F. CLAMART à QUIMPER. A CLAMART, M. FAUVE se vantait de s'être promené sur le site de Feunteun-Aod, d'avoir caressé les moutons. Vrai ou faux, je l'ignore. Evidemment il y a tellement de porteurs de parts qu'on ne peut empêcher quiconque de venir ici. Parmi eux, il se glisse d'autres personnes : le berger a trouvé des clous jetés aux moutons.

## Le 10 mai, c'était l'espoir

Q- ET à PLOGOFF, des bons souvenirs ?

R- Le 10 Mai par exemple. J'étais malade, grippée. J'avais une forte fièvre. Mon mari mente et me dit : " descends vite, MITTERRAND gagne ". " C'est faux, je lui dis, c'est encore une astuce de ceux-là, tu vas voir au dernier moment... ". " Mais non, viens ". Je me suis levée, je me suis retrouvée à RADIO-PLOGOFF. Et ma fièvre est tombée d'un coup. Plus de fièvre, plus de grippe le lendemain. Je ne sais pas où elle est passée? Je suis restée jusqu'à 3 heures du matin.

C'était l'espoir. Les gens chantaient s'embrassaient, dansaient. C'était une chose très belle. Des gens qui étaient ennemis et qui s'embrassaient. Ils ne se parlaient plus depuis 10 ou 15 ans pour une limitation de terrain ou parce que la borne avait été déplacée. Il y a eu des réconciliations. C'était formidable. Les communistes embrassaient les R.P.R. " On est tous des antinucléaires ". C'était la grande famille. J'ai vu des enseignants du privé qui étaient là. Ils m'ont embrassés, je les ai embrassés. Je sais qu'ils ont voté MITTERRAND.

Q- Quel est le souvenir le plus angoissant ?

R- Le 31 janvier. Quand j'ai vu un blindé arriver. Je me suis dit : " C'est ça la République ? Mais ce

n'est pas possible ! " Ils ont tiré sans sommation? Ça a été la fin de la démocratie -pour nous.

Et quand ils sont venus à 4 heures du matin afficher l'enquête. Fifine a été jetée à terre par un gendarme mobile. Elle a vu les S.S. chez elle parce que ses parents ont caché un aviateur anglais. Ils avaient fouillé toute la maison. Mais cette fois, elle a eu plus peur encore. Les gardes mobiles étaient de vraies brutes

### Et si Giscard avait passé ?

Q- Et si GISCARD avait passé ?

R- De toutes façons, on continuait à se battre. J'ai vu les résistants partir les mains nues. Je les ai vus tuer des Allemands pour les désarmer. On a gagné dans Le Cap. Ce n'est pas la première fois. Les fusils seraient sortis.

On a peur au départ. " Ça je ne le ferai pas ". Mais il faut vivre là pour savoir de quoi on est capable. On n'a pas hésité à frapper les gardes mobiles, et pourtant je n'avais jamais frappé personne de ma vie. Ils ne nous traitaient pas comme des êtres humains. Il n'y avait pas de raison qu'on les respecte.

Q- AVIEZ-vous pensé que ça se terminerait comme cela, avec l'élection présidentielle ?

R- Franchement non, je pensais que à la longue ça finirait par une Révolution. Je me disais : " Ils n'arriveront pas à la construire, mais il y aura des tués ". Un carnage quoi !

Q- Est ce que les événements vous ont donné des convictions sur le plan politique ?

R- J'ai été élevée de la droite. Ma mère, elle, a 71 ans, elle avait toujours voté à droite. Croyez-moi elle a changé. C'est venu d'elle-même.



# ENTRETIEN AVEC ALAIN-PIERRE CONDETTE

Berger à Plogoff

Q- *Quelles sont tes impressions et aussi les perspectives après cette élection de MITTERAND ?*

R- Cà, je crois que comme pour des milliers de gens et pour les habitants de PLOGOFF, pour moi ce fût un débordement de joie, un soulagement. Une joie complète totale. Ceci étant, il a quand même fallu se réveiller le lendemain.

Q- *C'était l'heure du bilan ? des projets ?*

R- Non même pas. On n'était pas capable d'en mesurer les conséquences. On se disait : il n'y aura pas de centrale et puis c'est tout.

Q- *Elle était bien dans votre tête la centrale.*

R- Oui, même dans la tête des plus fervents antinucléaires. En fait, à PLOGOFF, il y aura

PLOGOFF, il y avait deux attitudes : la politique de l'autruche " elle ne viendra pas, tout ça c'est du bluff " ou alors on acceptait de voir qu'ils avançaient et qu'il fallait trouver des

ripostes.

Q- *Il y a 2 mois, pouvais-tu imaginer ce dénouement ?*

R- Non, absolument pas. Jusqu'il y a 15 jours, je ne sais pas si on y croyait vraiment. D'ailleurs, on avait même prévu, en cas de victoire de GISCARD, de faire une réunion du Comité de Défense avec toute la population. Lors de cette réunion, (qui n'a pas eu lieu) on devait définir la suite et la tournure de la lutte. On était décidés à aller jusqu'au bout et pour cela à se préparer techniquement et intérieurement.

Enfin, il vaut mieux qu'on en reste là... Cà se termine bien pour tout le monde...

Q- *Et alors, maintenant ?*

R- Maintenant se pose le problème de notre avenir. Les données sont devenues différentes. Avant on était d'abord antinucléaires et désormais on est pro-énergies renouvelables. En fait on l'était depuis toujours, mais la lutte nous occupant presque exclusivement, nos possibilités de réalisation dans les énergies renouvelables étaient quand même limitées. Notre fonction devient de les promouvoir dans le Cap Sizun, soit par des réalisations à usage domestique, soit dans un cadre de recherche.

Q- *As-tu des idées sur la recherche ?*

R- Tout n'est pas forcément acquis avec la victoire de la gauche. Le P.S. propose un moratoire et ensuite un référendum national, le choix majoritaire serait pro-nucléaire. On a tellement seriné aux Français que le nucléaire est un mal nécessaire !

PLOGOFF, en tant que première lutte antinucléaire victorieuse, a une responsabilité nationale dans l'apport d'une information objective. Il va falloir enlever de la tronche des gens que le nucléaire est indispensable et leur mettre à la place l'idée d'alternatives énergétiques.

Q- *Vous allez donc préparer le référendum dès maintenant ?*

R- Ah oui ! On n'a que 2 ans pour faire changer d'avis aux gens ; ça fait du boulot !

Il y a aussi une autre tâche : si dans 7 ans, la droite revient au pouvoir et si le site n'est qu'un domaine agricole, rien n'empêchera E.D.F. qui garde le dossier de la centrale au chaud, de le ressortir.

**Plogoff centre de recherches ?**

Mais là, c'est plutôt moi qui parle... Il faudra en discuter à PLOGOFF, poser les problèmes, non plus en ter-

mes de construction, imposer au pouvoir un programme de recherches énergétiques et proposer nos services. Il me semblerait normal que les terrains qu'E.D.F. possède soient rétrocédés au C.N.R.S. qui pourrait y édifier des cellules de recherche dans les domaines de la mer et du vent.

Si jamais rien de concret ne se fait sur le site, il y a des risques de se voir à nouveau menacé.

Q- *Y a-t-il des projets concrets sur la mer ? Il y a quand même le C.N.E.X.O à BREST...*

R- Le C.N.E.X.O a beaucoup de données sur la mer. Il faudrait qu'ils les utilisent dans une autre optique que celles d'une centrale. Il y a des emplois à créer dans le domaine des énergies renouvelables. Il faut foncer et répliquer au bluff de la droite qui dit : " plus de centrale, plus d'emplois ".

Q- *Et sur ton exploitation, as-tu des projets immédiats ?*

R- L'assemblée générale du G.F.A. a prévu des réalisations : les chantiers de l'été, un séchoir solaire, un auvent entre les 2 bergeries, le parc de triage, un pédiluve, une baignoire, un silo à grains. Là-dessus se greffe une autre idée : une maison bio-climatique sur le site, à usage domestique, directement habitée.

Autres projets dont il faudra discuter à PLOGOFF ; une éolienne expérimentale de 6 KW qui pourrait fournir du 380 volts, ce qui servirait à la Bergerie.

Q- *Revenons en arrière. Depuis 1974 comment toi et les gens de PLOGOFF en sont-ils arrivés là ?*

R- Personnellement je ne suis arrivé à PLOGOFF qu'en 1979, mais j'ai pris la route qu'ils suivaient depuis le début, tous ensemble, avec personne qui allait 100 coudées en avant. Il s'est agi d'une lutte autogérée. On a eu la possibilité de faire

mûrir les idées chez tout le monde. Et tout le monde a pu avancer franchement.

## La politique : on l'a faite au jour le jour

Q- *Mais tu parles d'autogestion : c'est de la politique ça ?*

R- Si l'autogestion c'est politique, alors oui... Mais l'autogestion c'est une façon d'être, de vivre.

Q- *Est-ce que les convictions politiques ont profondément changé en 2 Ans ? à PLOGOFF ? Dans la façon dont les gens se déterminent dans leur vie de citoyens, leur vie de société ?*

R- Je ne peux pas te dire. On a tous découvert ce qu'était la réalité de la politique, à quel point c'était le mensonge institué en gouvernement. Des gens se sont fait élire sur leurs opinions antinucléaires et ils changeraient ensuite d'avis. Par exemple : GUERMEUR, SERGENT, CAUGAN. Le pire c'est maintenant, qu'ils sont battus ! SERGENT nous a dit : Maintenant je peux parler, je suis antinucléaire ".

Q- *Mais là tu ne réponds sur la politique politicienne... et sur la politique globalement ?*

R- Il y a une réalité : la politique on l'a faite au jour le jour. Quand tu parles d'autogestion

je crois que c'est vrai, c'est passé dans les moeurs à PLOGOFF. Et on n'a pas eu besoin de philosophes.

Mais on parle toujours de PLOGOFF : il faut dire que l'on n'a pu exister que grâce aux gens autour de nous, à cette espèce de ferveur populaire, à ces gens qui nous ont épaulés de toutes leurs forces sans jamais essayer de prendre notre place : je veux parler de la Coordination antinucléaire de BRETAGNE. Je tiens à les saluer.

Q- *C'est aussi l'opinion des gens de PLOGOFF ?*

R- Ah oui, absolument ! Ils ont toujours été là, quand on avait besoin d'eux. Il y a eu un soutien énorme dans tout le département parce que la Coordination était là. Nous avons organisé la lutte à PLOGOFF et la Coordination a mobilisé ailleurs. Sans elle il nous aurait manqué une donnée importante.



*Q- Les relations entre les habitants de PLOGOFF ont-elles évolué après ces années de lutte ?*

R- Forcément. Les gens ont passé des moments très durs ensemble mais aussi des joies intenses. PLOGOFF n'est plus une ville administrative, mais une communauté.

*Q- Y a-t-il des souvenirs qui émergent des 2 ou 3 années passées ?*

R- J'ai de très bons souvenirs mais dont je n'ai pas la propriété ; on a fait de moi un mythe (je ne veux en tirer aucune gloire) le mythe ambulant de la contestation. J'étais le berger de PLOGOFF.

Mais exemple de souvenir illuminé : le jour de mon installation, et aussi cette montre qui m'a été offerte par les LIP.

*Q- Y a-t-il des mauvais souvenirs que tu voudrais évacuer ?*

R- OUI. Cette fameuse réunion du G.F.A. en septembre 1980 où beaucoup ont démissionné. Mais je ne veux pas m'étendre là-dessus. D'ailleurs, même dans les moments désespérés, on trouvait la riposte aussitôt. Pendant l'enquête, ça été le cri d'Amélie : " Faisons de PLOGOFF une île ". Maintenant on peut en parler : on a eu la trouille durant l'enquête. Ça été un peu notre " guerre 14 "...

*Q- En veux-tu aux pro-nucléaires de PLOGOFF ?*

R- Pour ma part, je n'ai pas essayé de les connaître, je n'ai jamais voulu lire la liste des gens qui ont vendu des terres à E.D.F. Je crois que mon rôle à moi, berger, n'était pas de diviser mais d'unir.

J'étais comme une sorte de rassembleur autour d'une idée. Le berger avec un grand B. Moi-même, en tant qu'individu, je n'existais pas.

*Q- Mais maintenant, il va falloir que tu existes, que tu gagnes ta croûte ?*

R- Oui. Maintenant le mythe du berger est mort et moi j'existe à nouveau.

*Q- Il commence en tant qu'exploitant ? À partir du moment où l'on n'empoisonnera plus tes agneaux, penses-tu que ça va marcher et que ton exploitation est rentable ?*

## Tranquilles pour l'avenir de la bergerie

R- Pour les agneaux je ne sais pas si l'on a agi intentionnellement. En tout cas, je suis le seul à en assumer la perte. Cela entraînerait dans une démarche destinée à me faire partir : cloture coupée, batterie des voitures à plat, siphonnage d'essence etc...

Mais aujourd'hui on est tranquille pour l'avenir de la bergerie. Avec l'arrivée des nouvelles brebis, mon cheptel sera de 200 mères.

*Q- Et les exploitations du LARZAC tournent avec combien de brebis ?*

R- Au LARZAC c'est différent. Beaucoup de grosses exploitations de 600, 800, 1 000 brebis sur des surfaces très grandes et qui fonctionnent surtout en G.A.E.C. avec 2 ou 3 familles.

*Q- Les relations LARZAC-PLOGOFF doivent être de bons souvenirs pour vous ?*

R- C'est un des côtés les plus beaux de ma vie. Le LARZAC, avant PLOGOFF, j'en avais beaucoup entendu parler, je l'auréolais de tas de mythes. Mais je n'y étais jamais allé. Et puis quand on s'est rencontré, dans la lutte, c'est devenu différent. On a découvert des gens qui n'avaient pas besoin de parader, qui étaient simples et c'était la même chose pour nous. On n'était pas toujours d'accord, surtout sur les moyens de lutte, mais d'individu à individu, il a passé des tas de choses. Demande à Pierre COATMEUR, il a les larmes aux yeux quand il parle du LARZAC...

*Q- Et depuis dimanche, tu ne les as pas entendus ? Ils ont gagné eux aussi ...*

R- Si. On leur a téléphoné lundi soir à la dernière soirée de RADIO-PLOGOFF. Pour eux, c'est aussi la victoire. Ils l'ont fêté par une messe TE DEUM. Beaucoup de gens sont croyants là-bas.

Puis par un repas et une soirée dansante. Pour eux, davantage que pour nous il était vraiment temps que ça s'arrête. Ils étaient fatigués. Ils ont tenus 12 ans ! Deux fois plus longtemps que PLOGOFF. C'est extraordinaire ...

# ENTRETIEN AVEC ANNIE CARVAL

Présidente du comité de défense de Plogoff

## Après le 10 mai

NUCKLEEL :

Et la soirée du 10 Mai, c'est le dernier événement en date, et le plus important ? Comment a-t-il été ressenti à Plogoff ?

Annie CARVAL :

Oui, c'est l'évènement le plus important de notre lutte... toute la journée, c'était presque de l'angoisse, parce qu'on espérait que MITTERAND passe, mais on préférerait mettre cet espoir en doute, parce qu'autrement la déception aurait été trop grande et à 20 heures, quand on a eu les premières estimations ça a été la joie, le délire, certains criaient d'autres ne pouvaient plus dire un mot, certains riaient, d'autres pleuraient, enfin on sentait que tout le monde était libéré, et ça fait du bien !...

NUCKLEEL :

Et ça a duré longtemps ? Ca a duré toute la nuit ?

Annie CARVAL :

Longtemps, oui !... Personnellement je me suis réveillée le lundi matin avec des cris..."On a gagné, on a gagné !" Alors qu'il n'y avait pas de cris, c'était dans mes rêves. Et ma foi, on a remis ça encore le lundi soir et je crois encore le mercredi... Enfin on a vraiment fêté ça.

## L'avenir à court terme de Plogoff

N :

Comment voyez-vous à moyen terme l'avenir du programme électronucléaire français - puisque ce dont on parle, c'est une pause dans le programme électronucléaire - ? Qu'est-ce qui risque d'arriver ? Qu'est-ce qui risque d'arriver pour PLOGOFF ?

A.C. :

Avec MITTERAND, on espère bien que PLOGOFF sera rayé de la carte des sites, comme on l'a demandé.

N :

Il s'est engagé la-dessus par lettre ?

A.C. :

Oui, par lettre, encore que la lettre ne soit pas trop claire, surtout par communication téléphonique avec GUILTES, qui nous a affirmé que PLOGOFF ne se ferait pas... On lui a demandé que PLOGOFF soit annulé de la carte des sites, que la Déclaration d'Utilité Publique soit annulée, il a dit oui également, donc on espère qu'ils tiendront.

N :

Contrètement la Déclaration d'Utilité Publique doit être annulée quand ? C'est une décision gouvernementale !

A.C. :

Oui, quand le Premier Ministre sera placé, et là ce n'est pas du ressort du Comité, c'est du ressort de la municipalité.

N :

1er temps, le décret, 2ème temps : il y aura une pause dans le programme..

A.C. :

2ème temps, le ministre de l'industrie doit former l'antenne E.D.F. de Quimper, pour nous c'est important.. Pour le moment l'antenne reste ouverte, ils disent qu'ils continuent l'achat des terrains.

N : *Que deviennent ces projets immobiliers pour lesquels des contrats ont été passés sur lesquels FAURE avait déclaré qu'ils seraient menés à leur terme ?*

A.C. :  
Leurs déclarations ont toujours été très vagues, on ne sait même pas quelle superficie ils ont achetée, mais il y avait beaucoup de promesses de ventes - et d'après une information du PELLERIN où ils ont piqué des papiers - c'était écrit qu'il n'y avait que les vendeurs qui devaient tenir leurs promesses de vente, les acheteurs n'étaient pas tenus d'acheter. Une chose qu'on aurait aimé également faire, c'est racheter les terrains qu'E.D.F. a en sa possession.. par les antinucléaires - le G.F.A. ou les individus.

=====

AVENIR A MOYEN TERME DU PROGRAMME  
=====

ELECTRONUCLEAIRE FRANCAIS  
=====

N :  
*Quels sont les objectifs dans l'année qui vient, dans les deux ans qui viennent concernant le programme électro-nucléaire français ? Les socialistes n'ont pas dit qu'ils arrêteraient définitivement le nucléaire.*

A.C. :  
Non, le programme socialiste parle de moratoire, après ils vont essayer de continuer, et quand ils trouveront des sites où la population ne bougera pas beaucoup, c'est certain qu'ils vont implanter leurs centrales nucléaires sur ces sites.

N :  
*Donc, on a une période de pause estimée à 15 ou 20 mois et après ? Ca repart ? Ca peut repartir ? Et à ce moment-là, comment se situera le Comité de Défense ? Quest-ce qu'il a en projet ?*

A.C. :  
C'est toujours la même chose, qu'est-ce qu'on peut faire, nous ? C'est uniquement expliquer comment on s'est battu, comment a été notre lutte, actuellement on va à des débats un peu partout en France,

et ça continuera, donc s'il y a des sites qui sont convoités par le nouveau gouvernement, si on nous le demande, on ira expliquer ce qui s'est passé à PLOGOFF... Qu'ils remuent, qu'ils ne restent pas là à ne rien faire.

## Plogoff sans centrale

N :  
*Alors, maintenant que les idées commencent à se décanter, qu'est-ce qui ressort de tout ça ? Comment se présente le chantier de PLOGOFF ? La commune de PLOGOFF, les habitants de PLOGOFF ?*

A.C. :  
On n'a pas encore tellement discuté de ça, mais tout le monde est conscient qu'il faut qu'on reste en alerte, parce que pour nous cette centrale planera toujours au-dessus de nos têtes, peut-être pas avec MITTERAND, on l'espère quand même, mais on ne sait pas ce que l'avenir nous réserve, et puis il faut arriver à mobiliser les gens encore sur les autres sites et en particulier sur CROZON.

N :  
*CROZON, c'est le nucléaire militaire et là effectivement le programme du P.S. Est pour le nucléaire militaire. Vous n'avez pas eu encore beaucoup de temps d'en parler - mais comment vois-tu les projets immédiats du Comité de Défense ?*

Personnellement j'aurai des tas de projets, mais ça ne concerne pas que le Comité de Défense, ça concerne les autres Comités, les C.L.I.N., et je pense qu'il faudrait aussi l'aide du gouvernement.

N :  
*Donc, sur des projets positifs de développement de l'énergie, ce n'est plus une lutte antinucléaire ?*

A.C. :  
Par développement des énergies nouvelles - c'est personnel, on en a un peu parlé, mais on n'a encore rien mis de concret - j'aurais voulu que le CAP serve de Centre d'Expérimentation pour les énergies nouvelles; est-ce faisable, je n'en sais rien ? mais je crois qu'il faudrait qu'on produise notre électricité ici sur le CAP; il faudrait leur montrer qu'on a lutté contre le nucléaire, mais qu'on pouvait faire autre chose...

N :  
*Et comment tu le vois ? avec des éoliennes ?*

A.C. :  
Eoliennes, méthanisation, et la houle - je ne sais pas où en sont les études là-dessus, est-ce que ça gênerait les pêcheurs ? - Mais si on pouvait utiliser la mer à bon escient ce serait un bel exemple - parce que dans le programme socialiste ils prévoient quand même de réaliser les énergies nouvelles, donc il faudra faire des centres d'expérimentation quelque part.

## En regardant le passé

N :  
*Quand tu jettes en regard sur ce qui s'est passé depuis 1974, quel est le sentiment dominant ?*

A.C. :  
Ca a été dur, très très dur, très long, à certains moments on était complètement démoralisés... 1975, ç'a été l'année d'information et juin 1976 le premier barrage.

N :  
*Donc, depuis cette première alerte là, un sentiment de longueur, un creux ?*

A.C. :  
Oui, il y a eu un creux, on n'avait pas beaucoup d'activités, mais enfin, on allait toujours à nos réunions, qui réunissaient 8 à 10 personnes, on parlait de tout sauf du nucléaire, mais on était toujours là. Le Comité de Défense était créé... On écrivait des lettres pour demander à des personnes d'intervenir auprès du gouvernement, entre autres TAZIEFF, COUSTEAU, BOMBARD, des conseillers généraux et puis toujours nos petites manifestations,

N :  
*Et puis tout a redémarré d'un seul coup, vers septembre 1978...*

A.C. :  
Oui, le Conseil économique et social d'abord, le conseil régional après, et puis il ne faut pas oublier le moment important des législatives, GUERMEUR avait dit lors d'une réunion publique, si la population de PLOGOFF ne veut pas de centrale "Je serai à vos côtés".

N :  
*GUERMEUR avait pu tenir ses réunions publiques à cette époque ?*

A.C. :  
Oui, parce que les personnes qui étaient de son côté lui avaient fait confiance, donc ils avaient voté GUERMEUR... Et après les gens lui en ont voulu par rapport à ces paroles-là, après il n'avait plus le droit de remettre les pieds à PLOGOFF... Et au conseil régional quand on a vu comment ça se passait, on savait que les jeux étaient faits d'avance, mais au point où les conseillers dormaient pendant la séance ça nous a écoeurés, étant donné que c'était PLOGOFF qui était en jeu entre leurs mains, il n'y a pas eu de choix.

N :  
*Et en dehors du fait qu'ils sommeillaient pendant les séances, qu'est-ce qui vous a le plus marqué du comportement des élus ?*

A.C. :

D'abord, c'était un choix qu'ils devaient faire, ils n'ont pas fait de choix du tout, ils n'ont parlé que de PLOGOFF au Conseil régional - ils ont écarté les autres sites - on savait très bien que c'était décidé d'avance. Ils n'étaient pas du tout intéressés par les sujets, ils nous ont sorti des âneries, ils nous disaient que "la centrale était moins dangereuse qu'une usine de chapelets" GUERMEUR nous disait - je ne sais plus où il y avait des cultures d'endives près d'une centrale et le paysan demandait qu'on repousse la clôture de la centrale pour qu'il puisse étendre ses cultures d'endives - c'était vraiment d'une insouciance, c'était pas sérieux du tout !

N :

*Mais depuis le 10 Mai, on voit des élus faire marche arrière ?*

A.C. :

En particulier Jean SERGENT, il nous a toujours dit qu'il ne connaissait pas du tout le problème du nucléaire, mais qu'il faisait confiance aux scientifiques. Je ne sais pas pourquoi maintenant, il ne fait plus confiance aux scientifiques.

n :

*Après le cap du vote aux Conseils régional et général et avant l'enquête, il y a eu le passage de MARCHAIS en Mars 1979 à CARHAIX, y a-t-il eu une fracture dans la commune de PLOGOFF ?*

A.C. :

Oui, parce qu'il y avait quand même pas mal de militants communistes qui luttaient contre la centrale et ces militants

ils ont déchiré leur carte, ils sont resté antinucléaires sans parti politique; il y a eu également les cantonales en 1970, c'était après les paroles de MARCHAIS et le communiste qui se présentait pour les cantonales soutenu par MAZEAG qui n'était pas du canton de PONT-CROIX - nous souterrait qu'il était contre la centrale de PLOGOFF "Vous pouvez compter sur nous, on est à vos côtés". Il n'a pas été élu, et après les élections, il s'est retrouvé pronucléaire également.

N :

*Alors quel est le sentiment qui s'est fait jour à ce moment-là ? sentiment anticommuniste ? Ou bien sentiment d'être trahis ?*

A.C. :

Pas anticommuniste, je ne pense pas que les gens soient anticommunistes, mais trahis, trahis et puis on ne peut plus avoir confiance dans aucun parti politique une fois de plus.

N :

*En définitive vous avez souffert de la politique ? La politique vous a montré ses mauvais côtés d'un bout à l'autre sauf pour terminer ?*

A.C. :

Qui décide tout ça ? Ce sont les partis politiques. Alors pour terminer, notre seul espoir, c'était le P.S. qui nous promettait quand même le temps de respirer un peu.

N :

*Pour que la politique ait droit de cité à PLOGOFF, il ne faudrait pas que le P.S. maintenant s'amuse à revenir en arrière ?*

A.C. :

Ah !... Je ne pense <sup>PAS</sup>, je ne veux pas imaginer ce qui se passerait aussi bien pour la population de PLOGOFF que pour les militants du Parti Socialiste, parce qu'alors déjà les communistes n'ont pas fait grand chose mais les gens ont montré ce qu'ils pensaient d'eux, mais alors là ?!...

N :

*Est-ce que tu penses qu'au cours de toute cette lutte les relations des gens entre eux ont changé à PLOGOFF ? Dans toute cette période tu as de bons et de mauvais souvenirs ?*

A.C. :

Oui, pendant l'enquête, c'était formidable parce que tout le monde était solidaire, tout le monde était dans la lutte, avait oublié les disputes d'antan, chacun proposait ses services à sa façon, les gens pour l'enquête venaient automatiquement à 20 heures...

à Saint-Yves ou à Trogor, et sur place on décidait ensemble ce qu'on allait faire pour encombrer le "délaissé" - l'endroit où étaient les gardes mobiles - et personne ne rechignait à la tâche, tout le monde s'y mettait, ça marchait... Les bons moments il y en a eu aussi pendant les manifestations, les fêtes... C'était toujours dans une bonne ambiance, c'était formidable. Les mauvais moments, c'est l'enquête quand les gens étaient ramassés, c'était ça le pire... Et puis tout compte fait avec du recul, c'était bien.

N :  
*Et à QUIMPER, lors des manifestations, tu étais au tribunal ?*

A.C. :  
Oui, et quand les C.R.S. ont tabassé à l'intérieur du tribunal, ça fait quelque chose, et quand on était dans le tribunal et qu'on entendait les gens de l'extérieur crier, c'était quand même réconfortant.

!! :  
*Est-ce que ton opinion ou ta conception de la vie politique, de l'organisation de la société, a un peu changé en voyant tout ça, la force utilisée ici, le tribunal aux mains des C.R.S. ?*

A.C. :  
Bien sûr, et maintenant on comprend mieux les luttes des gens ailleurs. Ça a été le cas lors de la grève des pêcheurs.

N :  
*Est-ce que des gens à PLOGOFF, qui étaient plus ou moins sur des positions de droite auparavant, seraient tentés de dire, que le pouvoir, qu'il soit de droite ou de gauche, n'a pas tous ces droits-là ?*

A.C. :  
Oui, des gens de droite qui étaient vraiment antinucléaires ont quand même voté MITERRAND, à cause de ce qui s'est passé par ce gouvernement de droite et par notre député de droite...

Ça a commencé tout de suite lorsqu'ils sont venus afficher l'enquête à quatre heures du matin, ça a marqué les gens. Les personnes qui l'ont vécue disaient que "c'était pire que ce qu'elles ont vu pendant la guerre"... avec du recul elles disent " On voit ce qu'on nous a fait, on comprend ce que les allemands nous ont fait parce qu'ils étaient nos ennemis, c'étaient des ennemis donc ils faisaient ça contre des français, tandis que nous maintenant ce qu'on a vécu, c'étaient des français qui se battaient contre des français", ils disaient que c'était pire.

N :  
*Les relations des parents avec leurs enfants ont changé à l'occasion des luttes ? Les enfants ont découvert leurs parents autrement qu'ils les voyaient ? Surtout les jeunes de 15-18 ans ?*

A.C. :  
Pendant l'enquête les jeunes voulaient participer à la "Messe de 17 heures", les parents ne voulaient pas trop pour des raisons de sécurité, mais ils avaient la surprise, arrivés à 17 heures de voir leurs enfants sur les lieux avec des lance-pierres il y avait certainement une entente commune entre parents et enfants.

N :  
*Et les personnes âgées ?*

A.C. :  
Beaucoup de personnes âgées étaient avec nous, mais on a remarqué également au sujet de la vente des terrains que des personnes âgées ont vendu leur terrain sans parler à leurs enfants qui étaient dans la lutte, et on a su que ces parents étaient très gênés après... Et c'est ça le plus embêtant dans l'affaire, ces vieux parents qui ont vendu à l'insu de leurs enfants.

N :  
*Et qu'est-ce qui les a motivés, à ton avis, c'est la peur ?*

A.C. :  
Non, ils ont plutôt eu des pressions de leurs voisins qui étaient pro-nucléaires.

N :  
A l'antenne E.D.F. à QUIMPER, vous avez trouvé des fiches qui vous concernaient ?

A.C. :  
Oui, et où on indiquait "très dur" ou "très influençable", "attendre le retour du mari qui pourrait peut-être débarquer plus tôt que prévu", et "le frère pro", la "soeur anti", il paraît que le fichier était épais, ils savaient quand il fallait intervenir...

N :  
La dernière action sur PLOGOFF, ça a été la radio pendant 3 à 4 semaines, qu'ont dit les gens de cette radio ? Comment est-ce qu'ils écoutaient ça ?

A.C. :  
Enchantés, ils étaient enchantés et à 17 heures on les voyait tous venir au studio pour surveiller au cas où il y aurait un coup dur et puis pour l'ambiance... Et puis ils étaient en admiration devant toute l'équipe qui a fait un bon boulot, et puis les dossiers étaient très intéressants... Avec les gens du GNEOX, on connaissait pas mal de choses, mais on a appris encore plus.

N :  
Ça a bien préparé les élections, que toutes les opinions puissent s'exprimer..., cela a-t-il amené des gens à discuter entre eux des thèmes qui étaient abordés dans les émissions ?

A.C. :  
Si, au point de vue militarisation, parce qu'ici il y a quand même beaucoup de militaires dans les familles, et beaucoup ne voyaient pas la différence entre le militaire et les problèmes du nucléaire militaire, mais en expliquant bien que ce n'est pas contre le militaire qu'on en veut, mais contre l'utilisation du nucléaire dans le militaire, je ne pense pas qu'il y ait un problème pour aller sur CROZON, ils sont quand même conscients du danger que ça représente pour nous.

N :  
Donc, il y a plusieurs choses à faire maintenant : Energies nouvelles, radio, mais les choix seront faits dans un esprit plus décontracté, compte tenu que le gros point noir a disparu pour au moins plusieurs mois, sinon plusieurs années...

A.C. :  
Oui, ce qu'on a toujours voulu, c'est gagner le maximum de temps... depuis le début de la bataille on disait, il faut gagner du temps... On a eu de la chance d'arriver aux présidentielles, avant qu'elle ne soit commencée, cette centrale.

N :  
Vous ne pensiez pas que les engagements de ne pas faire PLOGOFF, seraient aussi nets ?

A.C. :  
Les engagements ont été nets parce qu'on a poussé derrière.

N :  
A l'époque effectivement MITTERAND ne s'était jamais prononcé ?

A.C. :  
Non, à l'époque, c'était uniquement le quartier du moratoire, parce qu'il était toujours question de moratoire, ... Depuis la campagne on les a poussés... Et je suppose que si on n'avait pas pris une telle position, ils n'auraient pas parlé de PLOGOFF comme ils l'ont fait. Quand MITTERAND est allé à BREST, il a reçu une délégation de PLOGOFF...



## PENNAD KOAZ GAND EUGÈNE PERROT

NUKLEEL : Laouen-tre eo an dud barz ar Hab breman neuze ?

E. PERROT : Ya, evel just, abaoe m'eo bet anvet an aotrou MITTERAND da Bredidant. An holl dud zo bet kontant peogwir pa oa deuet Fanch MITTERAND da Vrest, eur miz araog an "élection" e noa lavaret krenv : "PLOGOFF ne se fera pas si je suis élu Président". Me zo bet eun d'ar re genta o. doa en em renket evid lavaret eur greizenn nukleel er Hab Sizun oa ar falla tra a vefe bet prometet deomp morse. War dro an Nedeleg 1974 om-boa komanset d'ober reunionou barz kement parrez zo aman. N'oa ket es. Ne deue ket kalz a dud da zelaou ahanom.

N. : Treh oh bet neuze, med treh a eneb da biou ?

E. P. : Treh a cheb d'am energiez nukleel, d'an danjeriou a beb seurt ha deu gand ar "fission peogwir an dud a ouzont mad breman e-zeus eun toullad produiou ha ne gaver ket barz an natur. Ha goude-ze e oan ive a eneb d'ar gouarnamant hag enoa c'hoant lakaad e PLOGONV hag e lehiou-all ivez kreizennou nukleel hag an dud ne oant ket a du tamm-ebed. Goude-ze, ni n'oa lavaret ive, aman e bro ar Hab, morse, gouarnamant ebed n'e n'eus graet netra vad evid ar bro. Hanter kant vloaz zo, bez e oa aman kalz a industriou bihan, "frituriou" oh ober war dro ar pesked pe al legumaj. E DOUARNENEZ e oa war dro tregont uzin. Ped a jom breman ? E GWAIEN e jom unan hag e DOUARNENEZ e jom eun hanter-doussen. An holl zo bet losket da vond. Setu pezh a zo bet c'hoarvezet : toud ar re yaouank a ranke mont kuit. Peb hini n'eus c'hoant da veva en e barrez. Goude-ze evid dond en dro war an energiez nukleel, ne oam ked ivez a du, abalamour d'ar "phénomène de centralisation totale" giz ma vez lavaret e galleg.

N. : C'HWI A GAV DEOH E-Z'EUZ DOAREOU ALL DA BRODUIN TREDAN ?

E. P. : Just awalh. ni, a ouie mad, ma vez graet "des économies d'énergie" e-z'euз moaienn braz da virout d'ober toud ar pezh n'oa c'hoant d'ober ar "programme nucléaire". Med goud a ouzer mad piou e oa er penn ar "programme"-ze. Famill Giscard D'ESTAING an hini oa, koulz lavaret ar Bredidant a laboure n'eo ked 'vid mad an holl med evid he vad da genta. Ouspenn an "économies"-ze e vefe renket lakaad ar muia posubl a arhant war dro "les énergies nouvelles" giz ma vez lavaret e galleg. Beteg breman, ne veze ket graet kalz a dra war an dachenn-ze. Koulskoude e broiou-ze evel e DANEMARK, FINLANDE, JAPON, ITALIE z'euз bet graet traou spontus. En eur ober giz-se, vez gellet "embauchin" eun toullad tud.

N. : C'hwi a gav deoh ez eo bet lakeet don barz pennou tud Plogonv e-z'euз moaienn da goud tredan gand doareou all ?

E. P. : Ya vad. 'Vid tud Plogonv eo skler an dra-ze. Med sevel ar greizenn oa bet dibabet heb goulenn o ali diganta. Lavaret oa bet ivez e



teufe staliou da heul ar greizenn. Ar pezh n'eo ket gwir peogwir ne teuio morse uziniou braz d'an departamant Penn-Ar-Bed ha dreist-oll war bordiou ar mor 'tre Brest ha Penmarc'h. Abalamour d'an Ile Longue eun "danjer" spontus, ma teufe eur brezel bennag. Ni a ouie mad ivez ma vefe deuet ar greizenn da Plogonv e vefe bet paket Bro ar Hab ha marteze Penn ar Bed a-bez gand ar gouarnamant pe evid an "nucléaire militaire" pe evid an "nucléaire civil" ["dépôts de déchets, eur "base" nevez evid ar "sous-marins nucléaires" : (listri-spluj) e kichenn Morgat.]

N. : Daoust hag an dud breman ne zizonjo ket toud ar pezh a zo bet desket ganto er bloaveziou tremenet ?

E. P. : Goude ma vo echu an tammig reuz -"reuz ar joa"- an dud n'en em lasko ket da vond. Labour zo d'ober c'hoaz evid diskouez ar pezh ma vez moaienn d'ober gand an "énergies nouvelles". An ti "autonome" a vo savet. Deski vo graet d'an artisaned penaoz ober war dro ar "solaire", an "éoliennes", ar "biomasse". Bez zo dija eun "installation" graet gand eul labourer-douar deus Beuzeg, da broduin gaz gand an hanvouez pe gand an teil.

N. : Petra deui da veza ar GFA breman neuze ?

E.P. : Ar GFA a jomo evel just. Ar GFA e-n'oa daou "vut". Da gentan difenn an douar deus krabanou an EDF, ha goude, diskouez e oa moaienn da labourad kalz douar e PLOGONV ha ne oa ket labouret mui, peogwir an dud d'eus bet ranket mond kuit. Diskouez ive e oa moaienn da veur a venaj da veva war an douar pe gant denved (e penn-kenta ar hantved man e oa kalz denved e PLOGONV). "Installations" nevez vo graet, ar "bail" zo bet graet evid triweh bloaz.

N. : Emichans, ar stourm a-eneb d'ar greizenn en-eus krouet liammou etre en dud ?

E. P. : Ya sur. Abalamour beb tro e deus bet c'hoant an EDF dont war ar plas, e zeus bet "mobilisation" braz. Tud a bell zo bet deuet ivez. Beb bloaz veze graet eur manifestadeg vraz, 1975 oa an hini genta : 7 pe 8000 a dud oa deuet da Vor an Anaon. Goude-ze e z'eus bet beb gwech muioh tud. Beteg d'uspenn 100 000 ombet da vare ar Pantekost goude an "Enquête d'Utilité Publique". Tud oa deuet deus Bro-Hall a bez ha deus broiou all zoken. Deuet e oant toud da weled piou oa an dud-ze e PLOGONV ha felle dezo kemer o "c'fferiou" etre o douarn, ha da skoazellan anezo".

# UNE LETTRE DU CANDIDAT MITTERRAND

FRANÇOIS MITTERRAND

Paris, le 23 AVR. 1981

LES COMITES ANTINUCLÉAIRES DE  
PLOGOFF ET DE LA REGION  
Mairie de Plogoff  
29113 AUDIERNE

Madame, Monsieur,

Vous avez adressé aux candidats à la Présidence de la République une lettre ouverte leur faisant part de votre opposition au projet de centrale nucléaire de Plogoff, et de votre indignation devant les méthodes employées pour imposer ce projet, indignation légitime que je partage.

Le programme électro-nucléaire actuel est en fait imposé sans aucun débat ni contrôle démocratique, le Parlement n'a jamais été véritablement consulté. Quant aux populations locales vous êtes les mieux à même de savoir dans quel mépris elles sont tenues ; leur avis n'est sollicité qu'au travers de l'enquête d'utilité publique, procédure formelle et (inadaptée).

Je crois au contraire que le nucléaire, question d'une importance vitale pour notre avenir justifie pleinement l'organisation d'un vaste débat dans notre pays : enfin informés les Français pourront se prononcer par referendum. Je me suis engagé à ne plus ouvrir de nouveau chantier de centrale nucléaire, en particulier celui de Plogoff, avant que la conclusion de ce débat ne soit connue.

J'ai proposé un moratoire de manière à suspendre le développement industriel des surgénérateurs. En effet ceci engagerait des choix à long terme qui restent hasardeux en l'état actuel des techniques et des incertitudes qui pèsent sur le fonctionnement de cette filière. Mais Super-Phenix constitue un prototype dont les dépenses sont aujourd'hui engagées en presque totalité. Il s'agit de plus d'une coproduction européenne. Pour toutes ces raisons j'envisage aujourd'hui la mise en route graduelle de Super-Phenix à fin d'expérimentation, son fonctionnement étant bien entendu soumis à des conditions de sécurité très sévères.

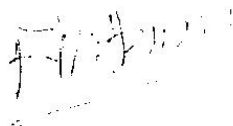
Je crois bon de rappeler ici qu'il n'existe pas en France de loi-cadre nucléaire. Si je suis élu Président de la République je demanderai au Gouvernement de soumettre au Parlement une telle loi qui permettra entre autres de définir les prérogatives des Assemblées locales et nationales, les conditions du contrôle des choix par les citoyens et les élus et les règles de sécurité. La politique de l'énergie que je mettrai en place reposera sur la recherche d'une croissance d'économie en énergie et sur la diversification de nos sources d'approvisionnement. Les crédits économisés par la réduction du programme nucléaire permettront d'augmenter fortement les moyens

.../...

accordés aux économies d'énergie et aux énergies nouvelles. Ces investissements, à la différence du programme nucléaire, sont décentralisés, fortement créateurs d'emplois et réduisent tout de suite nos importations.

Vous souhaitez également connaître ma position concernant l'arme nucléaire : le désarmement est pour moi une priorité fondamentale d'une politique étrangère digne de ce nom. C'est pourquoi, dès le mois de Décembre 1977, j'ai présenté à l'opinion un plan complet de désarmement. Néanmoins, il ne saurait être question de faire l'impasse sur la sécurité de notre pays tant que des progrès significatifs n'auront pas pu être enregistrés en matière de désarmement. Parce qu'il s'agit d'une arme de non-guerre, je me suis prononcé, dans les circonstances actuelles, pour le maintien de nos forces nucléaires nationales de dissuasion. Mon refus de m'engager dans le développement de l'arme neutronique démontre clairement mon choix d'une stratégie de dissuasion.

En vous remerciant de bien vouloir faire connaître mes positions à l'ensemble des membres des comités que vous représentez, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



François MITTERRAND

# PAUL QUILÈS, RESPONSABLE PS, AU MICRO DE RADIO-PLOGOFF

*Radio : Reprécisez un peu l'engagement qu'avait Mr MITTERRAND au meeting de BREST au sujet de la centrale de PLOGOFF, où il avait déclaré qu'elle ne se ferait pas.*

QUILÈS : Oui, je peux vous le repréciser, F. MITTERRAND avait dit lors de son passage à BREST qu'il n'était pas dans son intention de faire PLOGOFF. D'ailleurs pas plus PLOGOFF, que GOLFECH, LE PELLERIN, ou CHOOZ ou un certain nombre d'autres centrales nucléaires qui sont prévues par Mr GISCARD D'ESTAING, pour une raison que je vous reprécise, c'est-à-dire que nous ne voulons pas développer le programme nucléaire d'une façon quasi exclusive comme le pouvoir le fait actuellement. Nous, nous n'avons pas voulu le nucléaire, mais si la semaine prochaine F. MITTERRAND est élu, il y aura ce que j'appellerai un héritage, et cet héritage nous sommes obligés de l'assumer; l'assumer, c'est veut dire quoi, ça veut dire faire fonctionner avec un maximum de sécurité les centrales existantes ou en chantier et ne pas construire les autres centrales, et PLOGOFF est dans ce cas. Cette chose là est tout à fait possible pour une raison simple que l'on cache aux français, c'est qu'il est tout à fait possible de diversifier les sources de production, au lieu de se concentrer sur le nucléaire comme ont le fait depuis 7 ans. Cela est possible techniquement, de diversifier en développant un peu plus le charbon, en développant les énergies nouvelles et en leur consacrant des montants financiers plus élevés qu'actuellement, et de ce point de vue là F. MITTERRAND et les socialistes ont pris un certain nombre d'initiatives où ils ont un semblant de pouvoir, je veux dire de pouvoir local, c'est possible aussi en faisant des économies d'énergie. Nous avons dans notre programme, un programme où le Parti Socialiste présentait comment il était possible de diminuer la progression de la consommation

d'énergie en développant par exemple, l'isolation dans les habitations, les transports en commun, en obligeant les industriels à économiser de l'énergie dans leurs équipements et dans leurs procédés industriels. Tout ça est possible à condition de le vouloir, et la politique que nous proposons,

Une politique que propose F. MITTERRAND est une politique volontariste de ce point de vue. Financièrement ça ne coûte pas plus cher que le programme actuel. Le nucléaire coûte près de 40 milliards de francs par an, ce qui est tout à fait considérable et une partie de ce poids financier viendrait sur la diversification dont je vous parlai c'est-à-dire économie d'énergie, énergies nouvelles et la relance du charbon.

## Le "non" de Mitterrand

*PACIO : Mais donc, cet engagement qu'a pris F. MITTERRAND à BREST, c'est un engagement ferme sur le fait que la centrale nucléaire de PLOGOFF ne sera pas réalisée ?*

QUILÈS : Je reprécise ce que je vous ai dit à savoir : que nous demanderons que les centrales qui sont actuellement en projet qui ne sont pas en chantier ne seront pas construites, mais il faut qu'on parle maintenant des modes de décision. Actuellement, les décisions sont prises dans les ministères par Mr GIRAUD, ministre de l'industrie, sans qu'il y ait ni de débat national, ni même de débat au parlement. Nous, nous disons qu'il faut qu'il y ait un débat dans le pays et que c'est le parlement à l'issue de ce débat national qui devra se prononcer en dernier ressort.

Pour qu'il y ait débat dans le pays il faut qu'il y ait d'abord information, le moins que l'on puisse dire actuellement, c'est qu'il n'y a pas d'information! Il y a une certaine forme de propagande pour le nucléaire qui ne peut pas être assimilée à une information indépendante. Donc dans un premier

temps : information, dans un deuxième temps : débat, dans un troisième temps référendum, pour savoir ce que pensent les français du programme énergétique. Et ensuite muni de tous ces renseignements, de toutes ces informations, le parlement tranchera. Ce qu'a dit F. MITTERRAND, ce que disent les socialistes, c'est que nous proposerons quant à nous, qu'on se limite aux centrales existantes.

## Quel débat ?

RADIO : Mais donc, de débat là que vous proposez, cette discussion et cette concertation que vous proposez, quel est le cadre dans lequel cela doit se dérouler et quel sera le pouvoir des populations locales, des communes vis à vis de l'implantation d'une centrale. Parce que dans la lettre qui nous avait été remise par F. MITTERRAND, il parlait d'une loi cadre qui devait être revue, d'un référendum qui devait être fait et de nouvelles définitions sur le pouvoir que pouvait avoir les populations face à l'implantation d'une centrale. Est ce que vous pouvez préciser ce que ce sera ce pouvoir là, parce qu'il se pose la question

On a vu avec GISCARD qu'elle était la place réservée aux populations dans la responsabilité de l'implantation d'une centrale. Est-ce que vous pouvez préciser quel sera le projet socialiste, quel sera la place de la décision des populations ?

QUILLES : Tout à fait. Il faut savoir qu'actuellement la FRANCE est le seul pays industriel, avec le PORTUGAL, qui n'a pas de législation nucléaire. C'est une chose qui est peu connue. Les décisions sont prises par le ministre de l'industrie, c'est le gouvernement qui par de simples décrets, prend les décisions, les décrets qui régissent toutes les modalités de réalisation du programme nucléaire. Ce que nous voulons nous, c'est qu'il existe une législation nucléaire qui définira en particulier les prérogatives de l'assemblée nationale, des assemblées locales et des conditions de contrôle des choix par les citoyens et les élus. Nous nous engageons, très rapidement, à met-

tre en chantier cette loi nucléaire qui définira en détail les prérogatives des niveaux des citoyens. Mais nous avons déjà déposé une proposition de loi pour la création d'une agence nationale sur l'information nucléaire et d'agences régionales qui permettraient aux élus, aux associations et aux syndicats de se retrouver au sein de cette agence nationale et pour enquêter sur le nucléaire et informer la population. Voilà donc le dispositif qui est déjà ce que nous proposons. En ce qui concerne la mise en oeuvre du programme, une fois la décision prise par le parlement, les assemblées locales et régionales qui seront élues au suffrage universel, vous savez que nous nous proposons que les assemblées régionales soient élues au suffrage universel; ce sera aux assemblées régionales et locales d'étudier et de proposer une variante d'implantation, ce qui est loin de ce qui se passe actuellement, comme vous le savez. Ces variantes feraient l'objet d'étude d'impact comparative, études qui seraient menées indépendamment de l'E.D.F., alors qu'en ce moment E.D.F. est le seul responsable des études d'impact et est juge et parti.

Voilà très brièvement qu'elle serait notre conception de l'information, du débat, avec la population et de l'intervention des assemblées nationales et locales dans le processus de décision.

RADIO : Mais en cas d'opposition d'une population, même dans ce cas, qui aurait le dernier pouvoir de décision?

QUILLES : Là c'est bien évidemment au suffrage universel pour les décisions qu'il s'agisse d'une centrale nucléaire ou de n'importe quel type de décision concernant le niveau national et le programme énergétique concerne pas une région contrairement à ce qu'on dit par moments. On dit, il faut une centrale à PLOGOFF pour la BRETAGNE, il faut une centrale à tel endroit pour l'AQUITAINE, je crois que l'énergie est un besoin national. Nous ne sommes pas sur la même ligne que le gouvernement actuel, nous, nous voulons faire moins de nucléaire et à partir du moment où l'on fait moins de nucléaire, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes. Pourquoi le problème

se pose t-il actuellement ? Parce que comme il y a beaucoup de sites à trouver, il faut les trouver rapidement, qu'on les impose, effectivement il y a ces frictions avec les populations, mais imaginez que dans les 10 ans qui viennent, et le programme que nous proposons se limiterait à peu près à cela, qu'il y ait un site à trouver par an, peut-être moins, un site tous les 2 je n'en sais rien, cela ressortira des débats qui auront lieu. Je pense que trouver un site par an, dans toute la FRANCE ou dans une région, ça ne devrait pas poser de difficulté, si certaines populations locales refusent et qu'il est possible de trouver un autre site on se portera sur l'autre site. Le problème actuel est posé d'une part par l'attitude de non concertation du pouvoir central et d'autre part par le fait qu'il y a de très nombreux sites à trouver sur l'ensemble du territoire. Je ne sais pas si vous avez vu une carte de FRANCE avec l'ensemble des sites envisagés pour les 100 tranches d'ici l'an 2 000, c'est quelque chose de colossal et d'assez monstrueux.

*RADIO : Quelle sera la place donnée à l'information aux populations qui se sont déjà opposées, aux populations qui ont déjà réfléchi au problème et qui ont déjà pris une position très déterminée où que ce soit. Quelle est la manière dont vous envisagez de divulguer toutes ces informations et quelle place sera donnée à toutes ces populations qui luttent ?*

QUILES : Actuellement l'enquête d'utilité publique (EUP), vous savez ce que nous en pensons. Moi je suis venu à PLOGOFF il y a un an et j'ai eu l'occasion de le dire. L'EEP menée actuellement ne correspond pas du tout à nos principes, nos principes de concertation, de discussion. Là aussi il y a un travail à faire, il est en cours et il faudra que ça se fasse en concertation avec tous les intéressés notamment avec les associations du cadre de vie au niveau national pour mettre en place un nouveau dispositif d'EUP. A partir de ce moment là, les populations seront concernées par la présentation des projets, elles auront l'occasion de s'exprimer et l'enquête devra tenir compte de leur point de vue, ce qui

est loin d'être le cas actuellement. Je crois qu'il faudra repartir à zéro puisque le programme ne sera plus du tout de même nature.

*RADIO : Autrement du point de vue du référendum, F. MITTERRAND en a reparlé hier soir, il y a un problème de constitution qui met un frein à mettre en place un référendum*

QUILES : Pour que le référendum se fasse il faut une modification de la constitution, une procédure de référendum ou une majorité de l'ensemble Assemblée Nationale et Sénat. Donc la modification ne se fera pas immédiatement. Mais le Parlement peut prendre des décisions rapidement.

*RADIO : En attendant le référendum un gouvernement socialiste en place, en accord avec le parlement suspendrait toute construction de centrales jusqu'à ce que ce référendum soit réalisé ?*

QUILES : Attention, les centrales qui ne sont pas encore en chantier, oui c'est ce que nous avons dit. C'est exact.

## L'héritage

### La Hague ?

*RADIO : HAGUE agrandissement de cet établissement et un établissement privé.*

QUILES : La nationalisation complète de l'ensemble du cycle nucléaire, parce que ces questions là sont trop graves pour ne pas les abandonner à la loi du profit, se pose le problème du retraitement, nous avons le choix entre deux voies qui seront étudiées : la voie du retrait éventuel des combustibles irradiés ou du stockage. Si on prend la voie du stockage, la HAGUE ne s'impose plus dans un temps raisonnable.

Si il faut faire du retraitement, il faudra construire une autre usine parce que nous considérons que la continuation du fonctionnement de l'usine actuelle n'est pas convenable, compte tenu du manque de sécurité de cette usine.

RADIO : Si des études sont faites sur La HAGUE, vous envisagez de divulguer tous les résultats concernant cet établissement ?

QUILES : Bien sûr, sur les contrôles étrangers ils ne présentent aucun intérêt, parce que nous ne cherchons pas à rentabiliser l'usine.

### superphénix ?

Radio : Sur le problème des surrégénérateurs, notamment Super-Phénix qui est en construction, ~~M. MITTERRAND~~ nous a expliqué que ce surrégénérateur serait mis en fonctionnement progressivement avec une surveillance accrue. Quelle est votre opinion ?

P. QUILES : Notre position est plus nuancée que celle-là. Nous nous sommes prononcés clairement contre le développement des surrégénérateurs industriels. Pour raison de sécurité, raison d'économie d'uranium. Super-Phénix est un prototype, qui aura coûté très cher et qui va démarrer d'ici 2 ans : près de 11 milliards de francs. Nous pensons que, malgré les risques, il faut examiner toutes les possibilités de démarrer ce prototype. Il faut qu'il y ait une équipe d'experts indépendants qui fasse une étude pour faire le bilan de sécurité de Superphénix.

si la conclusion est : " OUI il y a des risques, " nous ne le démarrerons pas. Si par contre la conclusion est : " on peut le démarrer " nous le démarrerons.

RADIO-PLOGOFF : Pouvez-vous nous dire quelle sera la possibilité que nous avons nous, antinucléaires qui considérons que même superphénix ne doit pas démarrer. Quelle sera notre capacité de contrôle vis à vis de la mise en route de ce réacteur ?

P. QUILES : Je ne peux rien dire de plus sûr que le fait de faire procéder par des experts indépendants et reconnus de tous : écologistes, non écologistes, scientifiques... c'est une sécurité absolue.



# UN ÉLÉMENT D'UNE AUTRE POLITIQUE : "PLOGOFF-ALTERNATIVES"

interview de Jean Moalic

*Question : " Maintenant que vous avez gagné, vous allez p vous reposer ? "*

Réponse : Ce que l'on peut dire c'est que le changement politique a ouvert une nouvelle perspective. Nous ne sommes plus ensituation de défense. Maintenant nous devons préserver l'acquit obtenu.

Notre objectif est de proposer une nouvelle politique en ce qui concerne les énergies renouvelables et surtout de proposer des expériences positives.

Certains attendent que la lutte de PLOGOFF continue et on l'a bien senti le 19 avril pour la fête de Pâques. Les gens venaient pour PLOGOFF mais ils venaient aussi pour le projet de la maison autonome. Dans ce cadre "PLOGOFF-Alternatives " a un rôle important à jouer.

*Q- " Comment s'inscrit l'action de " PLOGOFF-Alternatives " dans la nouvelle perspective créée par l'arrivée de la gauche au pouvoir ? "*

R- Hier nous avions bien -peu de moyens. Nous étions une association de lutte. Aujourd'hui nous devons devenir l'un des éléments promoteur d'une autre politique.

Nous sommes bien conscients que si l'ouverture est plus grande aujourd'hui, il faut continuer à se battre et que rien n'est acquis.

## Coller au concret

*Q- " Peux-tu nous préciser l'action de " PLOGOFF-Alternatives ? "*

R- Un des objectifs de l'association est de coller au concret, s'adapter aux besoins de la région; dans notre région deux directions s'imposent : l'habitat et l'agriculture.

Coller au concret c'est aussi pour voir engager des expériences l peu coûteuses, faciles à mettre en oeuvre par les artisans locaux, faciles à maîtriser par les utilisateurs.

Un autre objectif est aussi d'avoir le maximum de contacts avec tout ce qui se fait en matière d'énergies renouvelables, tant à l'étranger que dans les autres régions de FRANCE

*Q- " PLOGOFF-Alternatives " a-t-elle des lprojets précis ? "*

R- A très court terme, plusieurs projets sont en cours de réalisation. Pour le financement nous pouvons actuellement régler les gros-oeuvre/ Pour le reste, nous avons l'intention de demander des subventions et de faire appel au bénévolat pour l'aménagement.

*Q- "L'installation de stations de méthane, c'est aussi un projet de l'Association ? "*

R- Oui il y en a une qui est déjà installée dans le Cap-Sizun. Nous en avons une autre en cours d'installation à PONT-CROIX et 2 ou 3 en projet. Nous avons aussi en cours de réalisation un séchoir solaire du foin.

A plus long terme, nous avons un projet de c voyage d'étude au DANE-MARK à TWIND, en septembre/ Tout d'abord, la Maison Autonome de PLOGOFF, ce sera à la fois une Maison pour tous, pour les habitants de PLOGOFF, mais aussi un centre de documentation, un centre d'accueil où des stages de formation pourront être organisés par " PLOGOFF-Alternatives ".

Actuellement la demande de permis de construire a été faite. En ce qui concerne la réalisation; elle sera confiée à des artisans locaux. L'accent sera mis sur l'utilisation de matériaux isolants non dérivés du pétrole et de matériaux les moins coûteux en énergie.



## Une délégation régionale pour les énergies renouvelables

Q- " Quelles sont les perspectives d'actions pour " PLOGOFF-Alternatives " ?

R- Pour nous, il y en a deux : d'une part l'habitat. Il est important de poursuivre les recherches pour l'utilisation des énergies renouvelables en matière d'habitat : leur mise en oeuvre pour l'habitat nouveau, mais aussi pour l'habitat ancien. Tout cela devrait nous permettre d'aller vers une nouvelle forme d'habitat.

D'autre par l'agriculture : actuellement l'agriculture est en crise. Elle est déficitaire en énergie. Actuellement une étude est faite pour " PLOGOFF-Alternatives " par des étudiants d'une école agricole de LYON sur le thème : agriculture et énergie ".

Notre objectif est de replacer le problème de l'énergie dans le cadre d'une nouvelle orientation de l'agriculture moins productiviste, plus conforme aux besoins des gens.

### Les énergies nouvelles à l'école

Q- " Pour réaliser ces projets, il faut des moyens, quels sont-ils ? "

R- Sur le plan financier, la souscription continue toujours. Le combat n'est absolument pas terminé. Jusqu'à présent l'association reposait sur le bénévolat. Or nous pensons qu'il faudrait des permanents qui prendraient en charge un service public d'information, de renseignements sur les économies d'énergie. Des permanents sont également nécessaires pour la formation des professionnels aux mécanismes des énergies renouvelables/ Ces permanents travailleraient en lieu avec les quartiers, les associations. Nous pensons que l'Ecole doit aussi " s'adapter " aux énergies renouvelables et créer de nouvelles sections en ce sens dans les L.E.P. les universités etc....

Q- Quels sont vos plus grandes difficultés et les solutions pour y remédier ? "

R- Nous constatons que nous sommes isolés et qu'il y a un manque total de coordination entre les différentes associations.

Une délégation régionale pour les énergies renouvelables permettrait de coordonner toutes les associations du terrain qui elles, connaissent bien les besoins.

Il faut pour que les associations puissent travailler qu'elles aient les moyens. En effet, les associations par leur action, sont créatrices d'emploi et ont une incidence positive sur la balance des paiements. En retour, il est normal qu'elles aient des crédits de fonctionnement/

Nous pensons qu'il faut donner davantage de responsabilités au niveau local, lui donner les moyens d'innover, d'entreprendre, c'est la seule façon de faire évoluer le système économique.

Par exemple, redonner toute son importance au niveau local, suppose la possibilité d'utiliser l'épargne locale : le système bancaire devrait revenir à un niveau local. Les monstres bancaires doivent disparaître, des prêts bonifiés devraient être accordés pour les installations d'énergies renouvelables.



# CROZON, UN NOUVEAU FRONT A OUVRIR

A CROZON, comme partout, même si l'ambiance était plus tiède et parfois même sinistre (rien d'étonnant vu les 30 % de militaires) on a levé les bras, crié, chanté, un certain 10 Mai après 20 heures : l'énorme sucette qu'on avait réclamée et qu'on nous avait donnée à lècher pendant deux mois avant les élections était terriblement bonne à croquer et à savourer PLOGOFF, PELLERIN, LARZAC, projets de mort abandonnés ! (?). Cela valait le coup de sauter en l'air et d'espérer. Pendant les jours passant, le gouvernement s'installant et nommant un certain Mr HERNU au ministère de la défense, s'impose à nous l'urgence de ne pas s'endormir sur l'espoir et de continuer à lutter sur tous les fronts contre le nucléaire militaire et civil.

## Hernu, ministre pronucléaire

Il est bon de rappeler une des positions de notre ministre actuel de la défense (déc. 80 dans Le Monde) : augmentation du nombre des sous-marins nucléaires et " extension de l'île Longue dans la presqu'île de CROZON ".

Quand on sait aussi que ce même monsieur en 76 a convaincu le P.S. de la nécessité d'une force de frappe et de la dissuasion nucléaire, nous en tant que comité et que militants anti-nucléaires, on a matière à se méfier et à continuer de poser des questions, d'informer et de mobiliser.

Sur aucun front, la lutte n'est arrêtée, après la défensive, la parade contre les menaces immédiates qui nous prenaient à la gorge à PLOGOFF, au PELLERIN et au LARZAC, il nous reste à élaborer d'autres alternatives et à l'imposer, ce n'est pas forcément le plus facile !

Pendant la lutte contre le nucléaire militaire n'en est pas encore là, (à quand nos sous-marins solaires !!) elle démarre hélas !.

Si le combat contre les centrales nucléaires évolue et nous donne un peu de temps, le combat contre le nucléaire militaire doit prendre de l'ampleur, c'est le moment et c'est urgent

L'énorme boulot de foumis d'information réalisé par les C.L.I.N.S.

sur les dangers des centrales nucléaires (pollution, santé, liberté, économie...) doit se faire aussi sur le plan militaire et sur ces scandales que nous enterrons trop facilement depuis si longtemps :

- Les essais nucléaires dans le Pacifique qui tuent actuellement brutalement ou lentement le peuple Polynésien. Ce sont nos propres bombes, payées par nous, qui commettent ce crime. Mettons nous cela fortement devant les yeux et dans le crâne, ce n'est pas un mythe, cela se passe évidemment à 20 000 Km de chez nous ! Dernièrement encore un technicien a été mis à la porte parce que les prélèvements de radioactivité sur les produits vendus dans les marchés Tahitiens s'étant relevés positifs, il a refusé de se taire !

- Les sous-marins à propulsion nucléaire bourrés de missiles (450 Kilotonnes, 25 fois Hiroshima) en Bretagne dans la presqu'île de CROZON.: près de 15 ans qu'ils y sévissent, qu'ils bloquent le développement économique, qu'ils polluent, qu'ils provoquent des accidents et qu'ils créent une menace terrible sur la population de Bretagne et d'autres pays et cela en toute quiétude, sans réaction de notre part/

- ILS POLLUENT : La radioactivité de la rade de BREST serait importante - source officielle - les résultats des analyses étant aux mains de la C.E.A. dans l'enceinte même de l'île LONGUE.

- ACCIDENTS : Irradiations graves ou légères lors des carénages des sous-marins et lors des manipulations de matières radioactives. Ils existent mais sont étouffés (secret militaire) !

- MENACE POUR LA BRETAGNE : En cas d'attaque nucléaire, la presqu'île de CROZON est la première cible et la BRETAGNE est quasiment pulvérisée. Mais aussi nos missiles dirigés sur des populations civiles étrangères peuvent faire des millions de morts innocents.

Nous, en BRETAGNE, nous subissons directement les conséquences de la militarisation (n'oublions pas 141 bases ou terrains militaires, qui ne demandent qu'à s'étendre !); Nous ne pouvons pas en tant que militants antinucléaires nous en désintéresser et gueuler contre les centrales nucléaires sans lever le petit doigt contre le nucléaire militaire et ses conséquences actuelles et futures.

### **Tout reste à faire**

Nous devons informer les gens :  
- Sur tout ce qui se passe dans les états majors militaires (du moins ce que nous en savons !),

- sur les projets à venir de l'armée et particulièrement en BRETAGNE;

- Sur les pollutions dues au nucléaire militaire,

- sur les conséquences économiques et sociales d'une implantation militaire.

- Sur les menaces terrifiantes de l'armement nucléaire.

- Sur l'inefficacité de cette défense basée sur la force de frappe aux mains de quelques hommes.

- Sur les coûts scandaleux de l'armement.

Tout reste à faire en ce domaine, qui demeure très difficile à aborder avec les gens. En effet le traumatisme ressenti lors des dernières guerres poussent les gens à vouloir des bombes, afin de se sentir inattaquables, et à s'enorgueillir d'être la 3ème ou 4ème puissance militaire mondiale.

Il est important : 1- de démontrer le mécanisme de la dissuasion et de chercher des alternatives dans ce domaine, car là-dessus, nous sommes plus que flous !.

2- d'exiger l'arrêt de l'escalade de la course aux armements (dans le monde nous avons l'équivalent de 1 million de fois la bombe d'Hiroshima).!

Le contexte actuel peut nous le permettre : dans les rangs mêmes du P.S., il y a des gens qui sont contre HERNU :

. l'Amiral SANGUINETTI, pourtant favorable à la dissuasion nucléaire estime qu'il est grand temps d'arrêter de construire des sous-marins et des bombes et d'agir efficacement pour le désarmement.

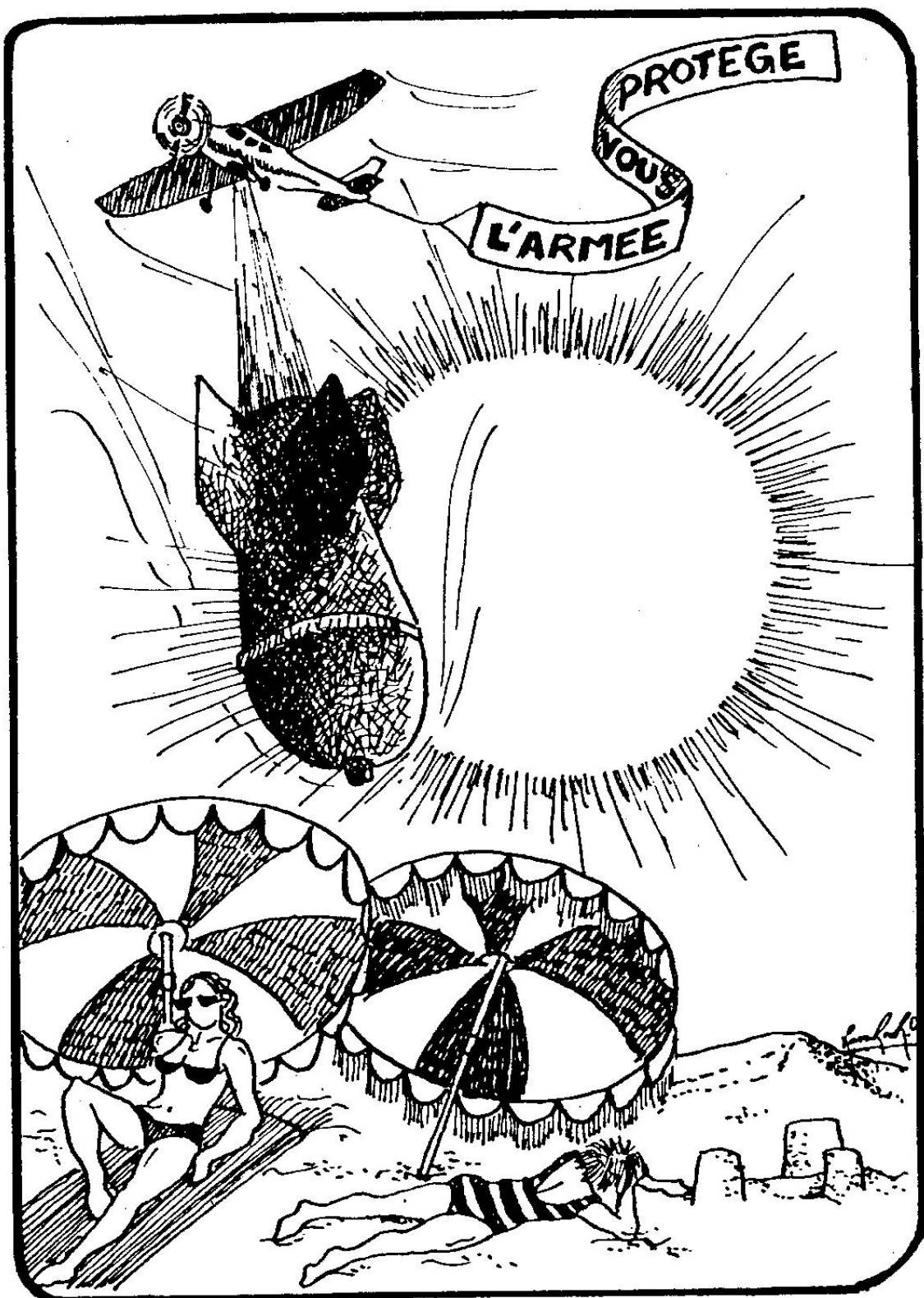
. BOMBARD est opposé à la force de frappe.

. Localement le P.S. du FINISTERE s'oppose à une extension de la militarisation en BRETAGNE et en cela notre ministre de la mer, Louis Le PENSEC, peut nous aider. (Il nous a envoyé une lettre de soutien il y a 6 mois).

3- Et aussi et surtout pour moi le plus important et le plus urgent il nous faut exiger l'arrêt des essais atomiques dans le Pacifique sans eux l'île Longue n'existerait pas !. Le peuple Polynésien n'a aucun soutien dans sa lutte. Preuve : les prisonniers politiques Tahitiens ont été condamnés à de lourdes peines de réclusion en janvier dernier dans l'indifférence générale !

La mobilisation contre le nucléaire militaire doit devenir très forte et dans nos luttes à venir, nous ne devons plus dissocier le nucléaire civil du nucléaire militaire. Le combat est le même et l'enjeu du dernier est encore plus dramatique.

" Le Comité contre l'extension des terrains militaires dans la Presqu'île de CROZON "



EXTRAIT DE " OBJECTIONS "  
Bulletin de liaison antimilitariste  
B.P. 70 - 69202 , LYON CEDEX 01

MILLI-TERRA ET NUKLE"AIK

Nos belles campagnes ne seront plus (bis)  
Qu'aux militaires, qu'au nucléaire (bis)  
Et tous les fiefs seront vaincus (bis)

REFRAIN.

Ne craignez plus pour vos Bébés  
Tous les tarés seront soignés  
C'est l'artifice de la folie (bis)  
Nucléo-vice  
Nucléo-chic  
Nucléo-choc  
Nucléo-rock-rock-rock !

Les rois sont fiers de leurs affaires (bis)  
L'ordre et la loi partout font foi (bis)  
Tombent les bannières fi des barrières (bis)

REFRAIN

Nécessité nous fait offense (bis)  
Dans les champs y'aura plus d'enfants (bis)  
Et leur défense n'est que démenœ (bis)  
Et ma défense n'est que défense (bis)

REFRAIN

Des régions seront condamnées (bis)  
Pour les ravages d'un faux nuage (bis)  
Pour la beauté de nos armées (bis)  
Tous ces manœges sont trains d'horreur (bis)  
J'ai pas le goût pour les œgoûts (bis)  
Et j'ai peur d'avoir vraiment peur (bis)

REFRAIN

Ton sourire devenu de cire (bis)  
Faisons l'amour avant la mort (bis)  
Aurons nous même le temps de jouir (bis)

REFRAIN

S T R E S S

**Un lecteur nous écrit**

SALUT A CEUX DE NUKLEEL :

C'est par l'intermédiaire  
d'"OBJECTION" (bulletin anti-  
militariste) que j'ai eu con-  
naissance de votre revue d'infos;  
les dossiers traités me semblent  
plein d'intérêts - Donc ! Hop !  
Je m'abonne - Je suis Jurassien  
(pour l'instant lyonnais), et ce  
qui touche à la nature pour la  
condamner n'horripile, que ce  
soit en Bretagne ou ailleurs.

Je vous explique pas, mais dans  
mon Jura natal, on s'est abadé  
dans la campagne pour faire un  
groupe, plutôt Rock; mais quel-  
quefois folkeux qu'on est aussi,  
même si on a pas vraiment ce  
trip là ! (On s'e refait jamais  
tout à fait. Châ ! ch'est bien  
vrai !)  
Alors on a décidé de vous envoyer  
notre compo-folkeuse gazouillis-  
gazouillâ ! C'est peut-être pas  
terrible (m un peu aïe-aïe ! et  
sans médaille) mais le coeur y  
est !

Gros soutien du Jura.

Laurent, et le groupe "STRESS"

**Nukleel?**

Abonnement 5 numéros:15 francs

Abonnement de soutien :40 francs

à expédier à :NUKLEEL ? B.P 30 29207 Landerneau

directrice de la publication:M.Guyonic-numéro ISSN 0222-6553

# EN DIRECT AVEC RADIO-PLOGOFF

La question des radios libres suscite actuellement de multiples réactions dans les associations, syndicats et autres structures de luttes.

## PREMIER CONSTAT :

En réalisant RADIO-PLOGOFF, nous sentons toute la richesse de ce moyen de communication et d'information qu'est la radio.

L'utilisation des ondes permet de se faire entendre de milliers de personnes que les moyens traditionnels des structures militantes ne touchent pas. Ce phénomène n'est pas automatique et suppose en particulier de représenter un évènement local et d'émettre quelque chose de vivant et d'agréable à écouter.

Nous recevons nombre de témoignages confirmant que RADIO-PLOGOFF apporte à bien des gens une connaissance des problèmes nucléaires qu'aucun autre média n'est parvenu à réaliser auparavant.

C'est aussi le début d'une véritable appropriation d'un moyen d'expression par une grande part de la population : les gens viennent parler et ne se situent plus comme simples consommateurs.

## SECOND CONSTAT :

Le thème central de nos émissions est le nucléaire. Par ce problème précis, nous touchons de nombreuses associations : plus de quarante sont venues s'exprimer jusqu'à présent; ce chiffre sera doublé d'ici fin JUIN. Nous abordons aussi des questions de la vie quotidienne des gens : santé, consommation, chômage, répression, activités professionnelles comme la pêche, l'agriculture...

Nous réalisons une radio de lutte, avec la préoccupation constante de faire le lien avec la vie quotidienne des gens. En ce sens, nous nous situons loin d'autres expériences de radios libres locales, telles RADIO-BREST-ATLANTIQUE, qui n'ont d'autres projets politiques que la "démocratie locale des ondes".

Nous pensons que le caractère de lutte d'une radio libre est une condition vitale pour son dynamisme.

## TROISIEME CONSTAT :

RADIO-PLOGOFF a une certaine audience pour des raisons précises, très particulières :

- lieu exceptionnel très chargé émotionnellement et politiquement;
- circonstances exceptionnelles : campagne électorale;
- nouveauté de la RADIO-LIBRE dans le FINISTERE.

Il faut donc être très prudent sur l'estimation de l'écoute que pourrait recueillir une RADIO-LIBRE PERMANENTE !!!!!

#### NOTRE PROPOSITION :

Pour des raisons sur lesquelles nous ne reviendrons pas, les RADIOS-LIBRES deviennent un enjeu important dans les moyens d'information et de communication. Les projets fleurissent. Certains sont très dangereux : le RALLYE à BREST, LE TELEGRAMME. D'autres sympathiques : nous avons écho des envies de plusieurs organisations et associations de s'y lancer.

Nous voulons dépasser RADIO-PLOGOFF, en profitant de l'expérience acquise.

Nous proposons la mise en place d'une radio départementale des luttés, des alternatives, et des minorités.

Ces trois mots doivent être compris dans leur sens large et peuvent englober les courants d'idée et d'action tournant notamment autour du syndicalisme ouvrier, du cadre de vie, de l'écologie, des luttes des femmes, des minorités culturelles et sociales, des luttes anti-nucléaires et antimilitaristes, de la solidarité internationale, etc...

Cette radio devra être totalement libre, indépendante des pouvoirs en place, démocratique dans son fonctionnement, ouverte à toutes

les sensibilités que recouvrent ces notions de luttes, d'alternatives et de minorités.

#### LES CONTRAINTES :

Au vu de notre expérience de RADIO-PLOGOFF, nous pensons indispensable de prendre en compte les points suivants :

- les émissions doivent être régulières, quotidiennes de préférence;
- la technique radio doit être très bien maîtrisée par ceux qui l'utilisent : la qualité technique est une condition nécessaire pour espérer une bonne écoute étendue;
- une équipe fixe (donc salariée) est indispensable pour une radio permanente;
- les problèmes financiers à résoudre sont énormes. Nous pensons qu'il faut refuser la publicité : l'émission de flashes publicitaires est en contradiction totale avec l'objectif que nous proposons de donner à cette radio. Une radio permanente demande au minimum un budget annuel de 600.000 F à 1 million de F (100 millions de centimes).



